
**hommes
& migrations**

Hommes & migrations

Revue française de référence sur les dynamiques migratoires

1278 | 2009

Histoire des immigrations. Panorama régional

Île-de-France

Histoire et mémoire des immigrations depuis 1789

Natacha Lillo, Marie-Claude Blanc-Chaléard, Jean-Yves Blum Le Coat, Maria-José Vicente, Anne Gingel, Pilar Gonzalez Bernaldo, Manuela Martini, Catherine Quiminal, Marie-Christine Volovitch-Tavares et Sylvie Zaidman



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/209>

DOI : 10.4000/hommesmigrations.209

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2009

Pagination : 18-31

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Natacha Lillo, Marie-Claude Blanc-Chaléard, Jean-Yves Blum Le Coat, Maria-José Vicente, Anne Gingel, Pilar Gonzalez Bernaldo, Manuela Martini, Catherine Quiminal, Marie-Christine Volovitch-Tavares et Sylvie Zaidman, « Île-de-France », *Hommes & migrations* [En ligne], 1278 | 2009, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/209> ; DOI : 10.4000/hommesmigrations.209

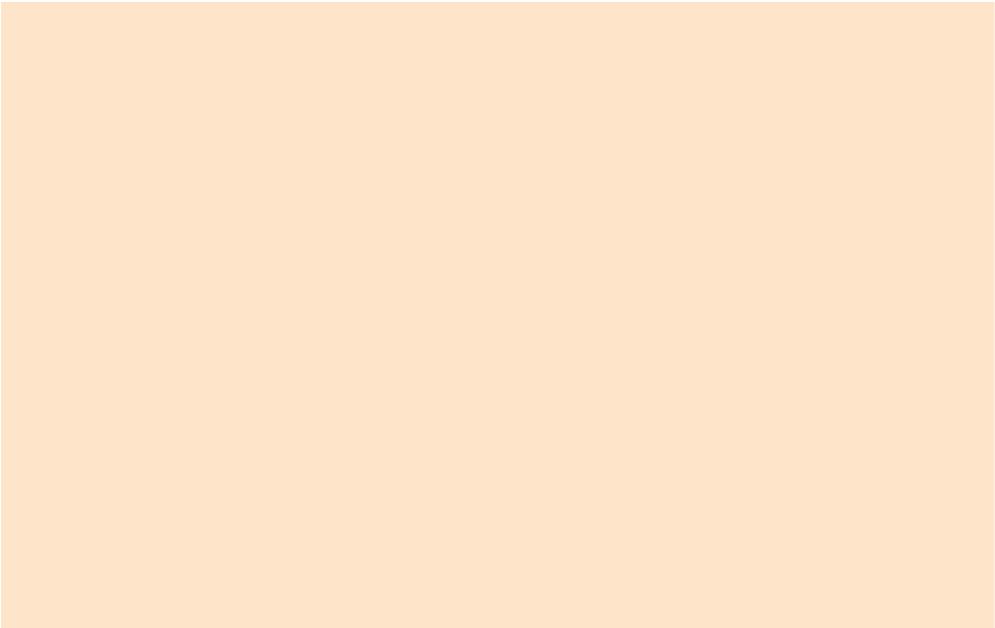
Tous droits réservés

Île-de-France

Histoire et mémoire des immigrations depuis 1789

Par Natacha Lillo (dir.),
historienne, maître de conférences à l'université Paris-VII Denis-Diderot,
Et l'équipe : Marie-Claude Blanc-Chaléard*, Jean-Yves Blum Le Coat,
Maria-José Vicente, Anne Gingel, Pilar Gonzalez Bernaldo, Manuela Martini,
Catherine Quiminal, Marie-Christine Volovitch-Tavares, Sylvie Zaidman.

* Natacha Lillo étant empêchée, M.-C. Blanc-Chaléard s'est chargée de l'adaptation du texte initial pour cet article.



Vie quotidienne d'une bonne espagnole, Paris, 1962
© Jean-Philippe Charbonnier - Eyedea, Rapho

À la fois centre d'activités économiques, pôle culturel et destination de la grande majorité des exilés et réfugiés, l'Île-de-France, devenue une "région monde", est un observatoire privilégié et singulier du phénomène migratoire, qui a contribué à son expansion territoriale et participé à son dynamisme économique. L'histoire de l'immigration postcoloniale en région continue, elle, à s'écrire au quotidien, et d'autres, comme celle des mouvements de sans-papiers et de mal-logés, y sont en devenir.

Une région capitale

Près de 40 % des immigrés recensés en France vivent aujourd'hui en Île-de-France. Cette situation exceptionnelle résulte d'une longue histoire. La région, découpée en huit départements, n'a pas toujours existé sous sa forme actuelle. À la Révolution, elle correspondait au département de la Seine (Paris intra-muros et les communes de la petite couronne formant la Seine-banlieue), puis s'étendit vers la Seine-et-Oise au nord et à l'ouest et la Seine-et-Marne à l'est. Un remaniement administratif (1964) donna naissance en janvier 1968 aux deux couronnes actuelles : celle des départements limitrophes de la Seine-Saint-Denis au nord et à l'est de Paris (préfecture Bobigny), du Val-de-Marne au sud et à l'est (Créteil) et des Hauts-de-Seine (Nanterre) au nord et à l'ouest ; et la grande couronne, avec, issus de l'ex-Seine-et-Oise, les Yvelines à l'ouest (Versailles), l'Essonne au sud (Évry) et le Val-d'Oise au nord (Cergy-Pontoise), la Seine-et-Marne (Melun) conservant à peu près son ancienne configuration. La région prit le nom d'Île-de-France en 1976.

Comme toute métropole de l'Europe industrielle au XIX^e siècle, Paris a grandi grâce aux migrations. Capitale d'un État centralisé, pôle culturel autant que centre d'activités économiques, la région draina avant tout des provinciaux (à plus de 90 %), du Bassin parisien, du Centre et de l'Ouest, mais la part des étrangers ne cessa de croître. Des prolétaires venus d'au-delà les frontières contribuèrent ainsi à la formation du peuple de Paris et de ses banlieues au long des XIX^e et XX^e siècles. En même temps, capitale des révolutions et des libertés, Paris resta la destination de la grande majorité des exilés et des réfugiés ayant choisi de s'établir en France. Aussi, contrairement à bon nombre d'autres régions où les immigrés furent essentiellement des travailleurs manuels, l'Île-de-France, et notamment Paris, n'a cessé d'attirer une grande diversité d'étrangers, dont un grand nombre d'étudiants, des élites intellectuelles et artistiques, sans parler des hommes d'affaires et des membres du corps diplomatique.

L'autre singularité de la région, en contraste avec les grands espaces d'accueil frontaliers (Nord, Sud-Est), tient à la variété des origines. Babel dénoncée par l'extrême droite, la capitale et ses faubourgs apparaissent comme un concentré de la diversification tendancielle des migrants dans l'histoire. Des Belges et Allemands du XIX^e siècle aux Portugais et Algériens des années 1960 en passant par les Italiens, les Espagnols, les Juifs orientaux et autres réfugiés d'entre-deux-guerres, l'Île-de-France où vivent désormais la presque totalité des immigrants venus d'Afrique subsaharienne et d'Extrême-Orient constitue une mosaïque de plus en plus colorée. Au vu du recensement de 1999, l'Île-de-France constitue une "région monde", à l'instar de quelques grandes métropoles de la planète.

Faute de pouvoir développer ici l'ensemble du "récit historique" présenté à la demande de l'Acse⁽¹⁾, nous porterons l'éclairage sur trois questions à nos yeux fondamentales pour l'Île-de-France : la contribution des vagues migratoires successives à l'expansion géographique ; l'apport considérable des immigrés en matière de développement économique ; enfin, la place des migrations coloniales et postcoloniales dans l'histoire de la société francilienne. Il s'agira d'interroger le lien entre le traitement spécifique réservé aux "Français musulmans d'Algérie" (avec ses effets sur les ressortissants du Maghreb dans leur ensemble) et les difficultés liées à l'intégration des "jeunes issus de l'immigration" depuis les années 1980, souvent stigmatisés comme habitants des "banlieues"⁽²⁾. Ce choix laisse délibérément de côté d'autres spécificités, comme les apports des exilés politiques appartenant aux élites, des nombreux étudiants, scientifiques et artistes étrangers qui contribuèrent au rayonnement de la capitale française.

Les immigrés, acteurs décisifs de l'expansion géographique de l'Île-de-France

Si, à la fin de l'Ancien Régime et lors de la période révolutionnaire, les étrangers constituaient, selon les sources, entre 3 et 6 % des Parisiens, les flux migratoires augmentèrent sensiblement avec l'avènement du second Empire (1852) et l'accélération de la révolution industrielle, comme dans le reste de la France. Les grands travaux haussmanniens modifièrent radicalement le visage de la capitale et une première banlieue naquit au-delà des fortifications. Les vagues de travailleurs étrangers se succédèrent dès lors sur les chantiers de l'agglomération en croissance permanente.

Les étrangers accompagnent la croissance de l'agglomération (1850-1950)

Les immigrés du XIX^e siècle vivaient principalement dans les arrondissements populaires de la capitale (XI^e, XII^e, XIX^e, XX^e). Ainsi, en 1896, 82 % des 39 554 Allemands et ressortissants de l'Empire austro-hongrois recensés dans la Seine habitaient Paris intra-muros, tout comme 75,7 % des 43 724 Belges⁽³⁾. À partir du tournant du siècle, le développement industriel de la Seine-banlieue modifia cet état de choses. Les Italiens, vite plus nombreux que les Belges, constituèrent en banlieue des colonies précoces (Montreuil, Nogent-sur-Marne, Saint-Denis), même si, jusqu'en 1914, les principales concentrations restaient intra-muros, dans l'Est parisien ou le quartier de la Villette⁽⁴⁾. L'énorme vague d'immigrants et de réfugiés d'entre-deux-guerres aboutit à un entassement hors du commun dans les vieux quartiers d'accueil (Marais, faubourg Saint-Antoine) et entraîna de nombreuses installations dans les

arrondissements périphériques (la Villette, Belleville). On vit surtout exploser les implantations en banlieue. Les communes industrielles proches devinrent encore plus cosmopolites (Boulogne-Billancourt, Saint-Denis, Aubervilliers). Plus loin, les ouvriers étrangers participèrent comme les Français au mouvement des lotissements, urbanisant les terrains disponibles les moins chers (non équipés), ou occupant de façon sauvage les zones inconstructibles (Alfortville, Issy-les-Moulineaux, Montreuil, Bagnolet, etc.). En 1931, plus de la moitié (51,2 %) des 102 764 Italiens de la Seine résidaient en banlieue, tout comme 53,2 % des 31 547 Espagnols.

Explosion spatiale et ruptures après 1950

Cette évolution continua de manière encore plus marquée et rapide entre 1945 et 1975. L'installation se dilata dans une série de cercles concentriques, au fur et à mesure de l'implantation d'industries dans les espaces loin du centre engorgé, entre autres dans le secteur automobile, alors très demandeur de main-d'œuvre peu qualifiée immigrée pour le travail posté à la chaîne. La construction de grandes infrastructures à partir des années 1960 (boulevard périphérique, autoroutes, aéroports) fut dans une large mesure menée à bien par des ouvriers immigrés, notamment portugais, algériens et espagnols. Des milliers d'entre eux, employés dans le BTP, contribuèrent à l'édification des grands ensembles d'habitations HLM, destinés à accueillir des classes populaires françaises victimes d'une crise du logement sans précédent. Les immigrés, plus que jamais condamnés aux taudis, s'entassèrent nombreux dans d'immenses bidonvilles qui s'étalèrent aux portes de la capitale⁽⁵⁾. Les Algériens, concentrés dans les années 1950 à Paris et dans la petite ceinture, s'en éloignèrent peu à peu à cause de la saturation du parc des hôtels meublés. En 1962, les 43 000 Algériens recensés intra-muros représentaient 41,5 % de ceux de la région parisienne ; leur nombre absolu avait à peine diminué en 1968 (42 000) mais ils ne représentaient alors plus que 23 % de ceux de l'Île-de-France, suite à l'afflux migratoire massif après l'indépendance. Nouveau tournant dans les années 1970 : alors qu'une politique volontariste mettait fin aux bidonvilles, les cités HLM de banlieue accueillirent une quantité croissante d'étrangers. À partir de 1973, la décision gouvernementale de suspendre l'immigration, suivie du rétablissement du regroupement familial après 1976, entraîna l'arrivée de nombreuses familles (marocaines, turques puis d'Afrique subsaharienne). Beaucoup accédèrent à l'habitat social dans des communes très

La construction de grandes infrastructures à partir des années 1960 (boulevard périphérique, autoroutes, aéroports) fut dans une large mesure menée à bien par des ouvriers immigrés.

périphériques, les unes pourvues d'un parc important, comme Clichy-sous-Bois, Tremblay-en-France (93) ou Sarcelles (95), les autres proches des grandes entreprises métallurgiques qui avaient employé les migrants de la période de l'expansion industrielle, comme à Argenteuil (95), Flins ou aux Mureaux (78).

Une participation décisive au dynamisme économique de l'Île-de-France

Des chantiers haussmanniens à ceux du gaullisme triomphant un siècle plus tard, la force de travail immigrée fut décisive dans la construction au sens propre des grandes infrastructures de la région capitale, indispensables à son rayonnement national et international. Les immigrés jouèrent également un rôle décisif dans l'aventure industrielle de l'agglomération, ainsi que dans les domaines traditionnellement urbains de l'artisanat et du petit commerce. On oublie souvent les ouvriers qualifiés britanniques qui, dès les années 1820, apportèrent leur savoir-faire pour les nouveaux procédés de fabrication industrielle (minoteries, machines à vapeur, chemins de fer, etc.). À partir du milieu du XIX^e siècle, de très nombreux artisans et membres de l'"aristocratie" ouvrière allemande vinrent habiter la capitale pour y exercer les métiers de tailleur, bottier, ébéniste, typographe ou forgeron ; moins connue, mais active dans le Paris de l'époque, une présence suisse relativement qualifiée de petits industriels, d'employés et d'artisans.

Premiers flux prolétaires, insertion dans le tissu industriel et urbain

Si, à partir de 1870, les vagues migratoires italiennes étaient surtout constituées de ruraux qui trouvaient à s'employer sur les chantiers ou, dans une moindre mesure, dans l'industrie lourde, dans le quartier du faubourg Saint-Antoine, une partie non négligeable d'entre eux se spécialisa dans les métiers du meuble. La vie communautaire s'organisa autour de nombreux petits commerces "ethniques", souvent tenus par des femmes, qui pouvaient ainsi allier tâches domestiques et sources de revenus complémentaires. Selon un modèle bien connu dans l'immigration, des petites entreprises ont émergé, surtout dans le bâtiment. Souvent assises sur une base familiale ou du moins villageoise, elles jouèrent, au fil des décennies, un rôle de plus en plus important, notamment dans la construction pavillonnaire en banlieue.

Les deux dernières décennies du XIX^e siècle virent également l'arrivée à Paris de populations juives venues d'Europe centrale et orientale, persécutées dans l'Empire russe. Nombre de ces immigrés, installés en majorité dans les III^e et IV^e arrondissements (espace baptisé le "Pletzl"), s'employèrent dans la confection,

comme travailleurs à domicile ou dans de petits ateliers. Ils se firent une spécialité de l'industrie de la casquette, en expansion spectaculaire à partir des années 1890. Dans l'entre-deux-guerres, les immigrés juifs continuèrent à occuper une place importante dans la confection, les cuirs et peaux et la casquetterie.

Réfugiés, coloniaux, immigrés des temps d'expansion (années 1920, Trente Glorieuses, 1945-1975)

La Première Guerre mondiale fut à l'origine de l'arrivée de migrants venus d'autres horizons, espagnols, algériens, marocains et indochinois notamment. Si, pour nombre d'Espagnols, cette expérience fut à l'origine de la création de solides chaînes migratoires durant la période suivante, la plupart des "coloniaux" furent rapatriés à la fin du conflit ; néanmoins, certains d'entre eux, notamment des Kabyles algériens, s'établirent à Paris et en proche banlieue dans l'entre-deux-guerres, trouvant essentiellement à s'employer comme manœuvres dans la grande industrie métallurgique et chimique.

C'est alors que commencèrent à affluer des vagues de réfugiés, exilés de la révolution russe, ou rescapés du génocide arménien. Nombre d'anciens membres des armées tsaristes furent recrutés par de grandes entreprises, comme Renault ou Citroën ; d'autres, pour échapper à l'usine, devinrent chauffeurs de taxi, devenant un "type parisien" de l'entre-deux-guerres ; la "mode russe" fut à l'origine de l'ouverture de plusieurs cabarets à Pigalle où de nombreux artistes réfugiés trouvèrent du travail. À leur arrivée en région parisienne au début des années 1920, la plupart des réfugiés arméniens s'embauchèrent dans l'industrie lourde. La crise des années 1930 et les premiers décrets-lois sur les quotas d'ouvriers et d'employés étrangers après 1932 incitèrent nombre d'entre eux à revenir à la tradition de l'artisanat et du petit commerce. L'émergence d'unités pavillonnaires favorisa le travail en famille à domicile et développa la dynamique entrepreneuriale, autour du tricot à Issy-les-Moulineaux, de la confection à Alfortville, communes où ils étaient nombreux.

Entre 1945 et 1975, la région parisienne fut particulièrement concernée par les flux massifs de migrants en provenance d'Europe du Sud (Italiens puis surtout Espagnols et Portugais) et du Maghreb. Les premiers furent embauchés massivement dans le BTP et, dans une moindre mesure, dans l'industrie métallurgique et chimique ; ils étaient accompagnés, voire parfois même précédés par de nombreuses femmes (notamment en ce qui concerne les Espagnols), qui trouvèrent à s'employer dans le service domestique comme employées de maison, femmes de ménage ou concierges. Les originaires du Maghreb se partagèrent entre le BTP et l'industrie, surtout automobile. OS le plus souvent, ils furent des acteurs majeurs de l'économie taylorisée.

Mondialisation : l'attraction urbaine continue au-delà de la croissance

Alors que, entre 1982 et 1990, la population étrangère diminua de 3,6 % en France, elle augmenta de 2,8 % en Île-de-France. À cette date, 12,9 % de la population de la région était étrangère, contre 6,3 % dans le reste du pays. La région accueillait une proportion croissante d'immigrés : 33,1 % de ceux recensés en métropole y résidaient en 1982 et 35,7 % en 1990. La désindustrialisation de bien des anciennes régions d'accueil (mines du Nord et de l'Est, sidérurgie lorraine, chantiers navals, etc.), l'arrivée des familles, celle des réfugiés débarquant le plus souvent à Roissy ont renforcé la polarisation des immigrés en Île-de-France et le caractère pluriethnique de sa population. Si la domination numérique des Méditerranéens d'Europe et du Maghreb est conforme à la moyenne française, les "nouvelles migrations" sont sur-

représentées. Ainsi, en 1999, 65,7 % des 282 736 ressortissants de pays d'Afrique subsaharienne établis en France habitaient la région, tout comme 87,6 % des 28 319 ressortissants de la République populaire de Chine, et 89 % des 23 476 Sri Lankais. Ces chiffres ne tiennent compte que des étrangers en situation régulière ; or, si le problème des sans-papiers est récurrent depuis les années 1980, il touche davantage cette grande agglomération où l'emploi illégal est plus facile et les réseaux d'entraide plus nombreux. Si le recrutement dans le BTP reste important, les membres de ces nouvelles vagues intègrent désormais surtout les branches les plus dévalorisées des services, en raison de la désindustrialisation massive de l'Île-de-France à partir du milieu des années 1970 : nettoyage industriel, traitement des déchets pour les hommes ; service domestique et emplois précaires dans la grande distribution pour les femmes. Par ailleurs, nombre d'Asiatiques, souvent membres de la diaspora chinoise, qu'ils soient arrivés en tant que boat people à partir de 1975 ou plus tardivement, ont, grâce à des systèmes d'entraide communautaire éprouvés, rapidement été à l'origine d'une multitude d'établissements commerciaux, aujourd'hui présents à travers toute l'Île-de-France, même si leur cœur historique bat dans le XIII^e arrondissement : restaurants, traiteurs, épiceries, salons de beauté, etc.

Le traitement spécifique de l'immigration coloniale et postcoloniale et ses conséquences actuelles

Divers ouvrages cités en bibliographie évoquent avec pertinence l'existence d'une sorte de creuset à Paris et dans ses banlieues jusqu'aux années 1970, permettant une intégration relativement aisée des enfants de migrants. En revanche, pour des questions qui tiennent au poids de la crise économique et surtout du chômage depuis 1975, mais également beaucoup aux préjugés datant de la période coloniale, les jeunes gens issus des immigrations originaires du Maghreb et des autres pays africains sont aujourd'hui confrontés à des difficultés d'insertion bien plus grandes, problématique qui se croise régulièrement avec celle de la "question des banlieues".

Ni étrangers, ni citoyens

Le nombre des Algériens recensés dans le département de la Seine quintupla après la Première Guerre mondiale (ils étaient 6 111 en 1921). Le département devint peu après le premier à les accueillir. En 1926, sur les 18 000 Algériens de Paris intramuros, 3 100 habitaient dans le XV^e, à proximité des grandes usines automobiles du quai de Javel et de la banlieue sud-ouest. La majorité de ceux vivant en Seine-banlieue

étaient installés dans des communes industrielles de la boucle de la Seine à hauteur de Gennevilliers, en lien avec les usines Renault de Boulogne-Billancourt : Asnières, Colombes, Puteaux, Courbevoie, Clichy, outre Saint-Denis et Aubervilliers, les deux grandes communes de la banlieue nord, où industrialisation rime avec immigration. Ce “premier âge” de l’immigration algérienne était marqué par l’omniprésence des hommes venus seuls, surtout de Grande Kabylie.

Originaires de la colonie la plus proche et la plus dominée de l’Empire, ils eurent à subir un rejet où se mêlaient les clichés sur les “indigènes loin de notre civilisation” et des inquiétudes d’ordre hygiénique et sécuritaire. Leur statut de sujets français, c’est-à-dire ni étrangers ni citoyens, invitait à les traiter spécifiquement. Fut ainsi créé en 1923 le Service des affaires indigènes nord-africaines qui dépendait à la fois des ministères de l’Intérieur et du Travail, de la préfecture de police et de la préfecture de la Seine. Tout en exerçant un contrôle policier étroit sur les Nord-Africains, il fut à l’origine de l’ouverture de dispensaires, de foyers et de bureaux de placement. Face au développement de la tuberculose et d’autres pathologies liées à la précarité parmi la population nord-africaine et à la peur de la contamination, le gouvernement décida de fonder un hôpital spécifiquement réservé aux musulmans. Comme aucun quartier de la capitale n’en voulait, le département dut imposer sa construction sur des terrains disponibles à Bobigny, malgré l’opposition de la municipalité communiste. Il fut inauguré en mars 1935. Deux ans plus tard, en juin 1937, un cimetière musulman privé, géré par l’hôpital, fut ouvert dans une friche de Bobigny, entraînant les protestations des riverains. Quant à la “grande mosquée” édiflée à l’initiative du gouvernement dans le V^e arrondissement, il s’agit, dès son inauguration en 1926, d’un monument de prestige, destiné à accueillir avant tout des notables, les ouvriers nord-africains pratiquants de la Seine devant se contenter d’arrière-salles de cafés sans imam. Pour autant, l’émigration favorisa le développement de la conscience nationale algérienne. La région parisienne en fut le berceau avec la fondation à Paris, en 1926, de l’Étoile nord-africaine (ENA) de Messali Hadj, puis du Parti du peuple algérien (PPA) en mars 1937 à Nanterre.

Le temps des “FMA”

Après la guerre vint le boom de la présence algérienne en région parisienne, au grand dam des hommes politiques et des démographes spécialisés dans les questions migratoires. L’octroi de la citoyenneté en septembre 1947, devenue inévitable après la Libération, offrit aux migrants d’Algérie la libre circulation interdite aux ouvriers étrangers soumis aux règlements de l’Office national de l’immigration (Oni). Pourtant, les “Français musulmans d’Algérie” (FMA), relevaient tou-

jours d'un traitement à part. L'exode fut vite considérable et une grande partie s'installa à Paris et en région parisienne à la recherche d'un emploi. Pour beaucoup employés par l'industrie mécanique, aux postes les moins qualifiés et les plus dangereux, ils donnèrent corps à l'image de l'OS dans les fonderies, les presses et sur les chaînes de montage de l'automobile, à commencer par celles de l'usine Renault de Billancourt – en 1956, avec quelque 4 500 personnes, 12 % de sa main-d'œuvre était algérienne⁽⁶⁾. Ils étaient fortement représentés dans les entreprises métallurgiques, chimiques (coulage du caoutchouc), de manutention, dans les garages et, on l'a vu, dans le BTP. Partout, ils étaient au bas de l'échelle professionnelle.

La guerre d'Algérie a été la cause de profonds traumatismes et a creusé le fossé entre immigrés et métropolitains. La région parisienne fut le théâtre de sanglants affrontements entre partisans du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de Messali Hadj et militants du Front de libération nationale (FLN). Surtout, la répression policière, orchestrée par le préfet Maurice Papon et épaulée de nombreuses forces spéciales, a pris une dimension de terreur qui s'afficha au grand jour lors des événements du 17 octobre 1961⁽⁷⁾.

La discrimination s'étend aux "Maghrébins"

Les Algériens, jugés trop politisés et combattifs, plusieurs grandes entreprises françaises, qui cherchaient de la main-d'œuvre non qualifiée, allèrent dès les années 1960 recruter des ruraux marocains directement dans leurs villages, sous l'égide de l'Oni. Au début des années 1970, l'usine Renault de Boulogne-Billancourt comptait 4 000 Algériens, 2 000 Marocains et 900 Tunisiens (soit 21,6 % de ses 32 000 salariés). L'étude de leur promotion professionnelle entre 1960 et 1975 montre que tous furent victimes d'une gestion ethnique de la main-d'œuvre : moindre accès à la formation professionnelle que les Français, mais aussi que les Italiens, Portugais ou Espagnols, assignation à vie aux secteurs de production les plus durs et aux échelons les plus bas de la grille de classification. Recrutés comme manœuvres, ils étaient au mieux promus OS ; mais, embauchés comme OS, ils le restaient.

Ces traitements discriminatoires furent à l'origine de plusieurs actions revendicatrices. Elles furent soutenues, dans le sillage des événements de mai 1968, par certains militants étudiants d'extrême gauche, qui avaient pris conscience des conditions d'exploitation des immigrés. Les conflits se multiplièrent au cours des années 1970, montrant la capacité de ces immigrés à s'organiser par eux-mêmes. À l'usine, ceux de Penarroya à Saint-Denis en 1971 et 1972, de Girosteel au Bourget (93) en 1972. Ces mouvements se renouvelèrent dans les années 1980, avec la crise de l'automobile (en mai et juin 1982 à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois, juin 1982 puis fin 1983 à l'usine Talbot de Poissy). Sur le front du logement,



Grève des nettoyeurs du métro, meeting CFDT à la bourse du travail, Paris, 1980
© Jean Pottier, Kharbine-Tapabor

l'agitation s'amplifia à partir de 1970 dans les foyers de travailleurs de la région parisienne. L'hébergement en foyer s'était développé avec la création de la Sonacotra (Sonacotral jusqu'en 1963), dont le but était de construire pour loger les FMA tout en les surveillant. Le mouvement de grève de paiement des loyers s'étira de 1970 à 1978.

Peuple des banlieues

À partir de 1973-1975, l'accès massif des immigrés maghrébins au parc locatif social en Île-de-France fut pratiquement concomitant de la mise au chômage de milliers de salariés peu qualifiés de l'industrie métallurgique et mécanique. La question de l'immigration, d'aucuns diraient le "problème⁽⁸⁾", s'est déplacée. Les immigrés des Trente Glorieuses ont perdu leur image de "travailleurs" pour se voir accoler celle, péjorative, de "bénéficiaires des prestations sociales", voire de "clandestins". La prise de conscience par leurs voisins franciliens qu'il ne s'agissait pas d'une présence provisoire d'hommes seuls mais d'un véritable peuplement à long terme, rendu manifeste par l'arrivée des femmes et la naissance des enfants à l'occasion du regroupement familial, a entraîné leur fréquente stigmatisation en tant qu'habitants des banlieues où ils importeraient leur "bruit" et leur "odeur" spécifiques⁽⁹⁾. Très vite, les difficultés de ces quartiers urbains grandis trop vite furent assimilées à la présence des jeunes "trop" nombreux, généralement d'origine maghré-

bine. À partir des années 1980, maintes cités de banlieue sont devenues le théâtre de violences (meurtres de jeunes comme celui de Toufik Ouanès, 9 ans, à La Courneuve en 1983, rodéos urbains). De fait, le contexte prolongé de crise de l'emploi a tôt imposé à ces jeunes, déjà porteurs de l'humiliation et des difficultés de leurs parents, une discrimination en matière d'insertion dans la société. La réponse de l'État, à travers la "politique de la ville", tentée depuis plus de vingt ans au profit des "quartiers sensibles", conduit souvent à les stigmatiser davantage. Depuis plus de vingt ans, ces quartiers ont vu leur population se diversifier et les nouvelles migrations, souvent hors de tout contexte postcolonial, connaissent des problèmes comparables. C'est que la ville d'aujourd'hui génère de l'inégalité et de la ségrégation. Ainsi, le cœur étranger de l'agglomération, qui s'est naturellement installé sur la partie la plus industrielle et populaire⁽¹⁰⁾, le département de Seine-Saint-Denis depuis 1968, le "9-3" pour certains, fait figure de département emblématique des difficultés de la ville contemporaine. Il fut le point de départ des émeutes de l'automne 2005 en Île-de-France. En 1999, il comptait 1,4 million d'habitants, dont 258 850 étrangers, soit 18,9 % de sa population, contre une moyenne de 11,9 % en Île-de-France. C'est aussi le département le plus affecté par le chômage (17,2 % de chômeurs contre 11,5 % dans toute la région), et qui compte le plus de locataires dans le parc HLM (63 % contre 46 % pour l'ensemble de l'Île-de-France). C'est enfin le plus jeune de la région avec 36,5 % de moins de 25 ans. Et, au-delà de la violence et du repli communautaire dans lesquels on l'enferme volontiers, la jeunesse de ce département et de bien des communes de banlieue constitue le peuple d'une ville en constante mutation, marquée depuis le début par la diversité de ses origines. La culture parisienne digérait jadis les apports étrangers, faisant de la musique auvergnate et italienne le genre "musette" ; l'identité francilienne se nourrit aujourd'hui de la diversité exprimée, y compris quand cette expression reproduit la violence des relations sociales.

Une impossible conclusion

Si les vagues migratoires du passé sont aujourd'hui pratiquement totalement oubliées (Anglais, Allemands, Suisses et même Belges), si les Méditerranéens d'Europe ne posent plus problème car socialement intégrés et citoyens européens, si les Asiatiques sont souvent loués pour leur acharnement au travail et leur esprit d'entreprise, comme nous venons de le voir, l'intégration des descendants des anciens "sujets" africains de "l'Empire" et des nouvelles migrations continue à poser problème, malgré quelques indéniables réussites individuelles. L'assimilation médiatique trop courante des banlieues à l'"immigration à problèmes" oublie systématiquement le fait que, dans ces espaces, ne vivent pas que des

immigrés, loin de là. Leur proportion dans les ZUS (zones urbaines sensibles) d'Île-de-France allait de 7,5 à 42 % (recensement de 1999). Et, malgré toutes les mesures, plus ou moins coercitives, prises par les pouvoirs publics, l'histoire de l'immigration en Île-de-France continue à s'écrire au quotidien, marquée, ces dernières années, par d'importants mouvements de sans-papiers et de mal-logés, lesquels s'inscrivent désormais comme l'un des mouvements citoyens réclamant, au même titre que les nationaux, le droit à la reconnaissance de son intégration par le travail et, plus récemment, son droit au logement. ■

Notes

1. Disponible à la documentation de l'Acsé et, à partir d'avril 2009, à la médiathèque de la CNHI, Porte Dorée.
2. Cet article s'appuie sur les ouvrages publiés et les travaux de recherche répertoriés en bibliographie, et sur un certain nombre d'articles, trop nombreux pour être cités. Ont été aussi utilisés des mini-mémoires de licence sur l'histoire de la banlieue (étudiants de Jacques Girault, Paris-XIII, 1994-1998 ; consultables aux Archives départementales de la Seine-Saint-Denis).
3. Les Belges de banlieue sont assez nombreux dans les maraîchages qui demeurent autour de Paris. On retrouvera les tableaux de chiffres dans le "récit historique" référencé en note 1.
4. Entre 1896 et 1911, l'augmentation moyenne du nombre d'Italiens fut de 43,5 % en France mais de 83 % dans la Seine. Cf. le "récit historique" référencé en note 1.
5. Les plus connus, de par leur taille, étant La Folie à Nanterre pour les Algériens, Champigny pour les Portugais et La Campa à Saint-Denis/La Courneuve pour les Espagnols.
6. Renault-Billancourt était l'usine de France qui employait le plus grand nombre d'Algériens entre 1946 et 1974.
7. La répression policière de la manifestation suscitée par le FLN contre le couvre-feu imposé aux Algériens entraîna un véritable massacre (qui, selon les sources, coûta la vie à 40, voire à quelques centaines de personnes), provoqua l'interpellation de plus de 10 000 Algériens et de nombreuses expulsions.
8. Ce "problème" fait irruption dans la vie politique française en 1983-1984, à la suite des bons résultats des candidats du Front national lors de l'élection municipale partielle de Dreux puis lors des élections européennes.
9. On observe ici une dichotomie dans le discours selon qu'il concerne les "bons" immigrés, originaires de l'Europe méditerranéenne et du Sud-Est asiatique, ou les "autres", qui seraient "inassimilables" pour des raisons liées à une religion et à des traditions totalement différentes. Dichotomie récurrente dans l'histoire.
10. Voir les analyses cartographiques de la géographe Michelle Guillon, "Étrangers et immigrés en Île-de-France", doctorat d'État de géographie, Paris-I, 1992.

Bibliographie sur l'immigration en Île-de-France aux XIX^e et XX^e siècles

Ouvrages publiés

- Adler, Marie-Ange (d'), *Le Cimetière musulman de Bobigny. Lieu de mémoire d'un siècle d'immigration*, Paris, Autrement, 2005.
- Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Les Italiens dans l'Est parisien, Une histoire d'intégration (1880-1960)*, Rome, École française de Rome, 2000.
- Costa-Lascoux, Jacqueline, Live, Yu-Sion, *Paris XIII^e, lumières d'Asie*, Paris, Autrement, 2002.
- De Rudder, Véronique, Guillon, Michelle, *Autochtones et immigrés en quartier populaire, d'Aligre à l'Îlot Châlon*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1987.
- Fasild-Insee, *Atlas des populations immigrées en Île-de-France*, 2004.

- Goldring, Michel, *La Goutte-d'Or, quartier de France. La mixité au quotidien*, Paris, Autrement, 2006.
- Green, Nancy L., *Les Travailleurs immigrés juifs à la Belle Époque. Le "Pletzl" de Paris*, Paris, Fayard, 1984.
- Green, Nancy L., *Du Sentier à la Septième Avenue. La confection et les immigrés. Paris-New York, 1880-1980*, Paris, Le Seuil, 1998.
- Guillon, Michelle, Taboada Leoneti, Isabelle, *Le Triangle de Choisy. Un quartier chinois à Paris*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1986.
- Hovanessian, Martine, *Les Arméniens et leurs territoires*, Paris, Autrement, 1995.
- Kaspi, André, Marès, Antoine (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1989.
- Laloum, Jean, *Les Juifs dans la banlieue parisienne des années 20 aux années 50*, Paris, CNRS Éditions, 1998.
- Lillo, Natacha, *La Petite Espagne de la Plaine-Saint-Denis, 1900-1980*, Paris, Autrement, 2004.
- Ma Mung, Emmanuel, Simon, Gildas (coord.), *Commerçants maghrébins et asiatiques en France. Agglomération parisienne et France de l'Est*, Paris, Masson, 1990.
- Marès, Antoine, Milza, Pierre (dir.), *Le Paris des étrangers depuis 1945*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1994.
- Menegaldo, Hélène, *Les Russes à Paris, 1919-1939*, Paris, Autrement, 1998.
- Milza, Pierre, Blanc-Chaléard, Marie-Claude, *Le Nogent des Italiens*, Paris, Autrement, 1995.
- Oso Casas, Laura, *Españolas en París. Estrategias de ahorro y consumo de las migraciones internacionales*, Bellaterra, Barcelone, 2004.
- Quiminal, Catherine, *Gens d'ici, gens d'ailleurs. Migrations Soninké et transformations villageoises*, Paris, Christian Bourgois, 1991.
- Rainhorn, Judith, *Paris, New York : des migrants italiens. Années 1880-années 1930*, Paris, CNRS éditions, 2005.
- Taboada Leoneti, Isabelle, Guillon, Michelle, *Les Immigrés des beaux quartiers. La communauté espagnole dans le XV^e arrondissement*, Paris, CIEMI-L'Harmattan, 1987.
- Sayad, Abdelmalek, Dupuy, Éliane, *Un Nanterre algérien, terre de bidonvilles*, Paris, Autrement, 1998.
- Simon, Patrick, Tapia, Claude, *Le Belleville des Juifs tunisiens*, Paris, Autrement, 1998.
- Témime, Émile, Costa-Lascoux, Jacqueline, *Les Hommes de Renault-Billancourt. Mémoires ouvrières de l'île Seguin*, Paris, Autrement, 2004.
- Volovitch-Tavares, Marie-Christine, *Les Portugais de Champigny*, Paris, Autrement, 1995.

Doctorats non publiés

(Pour les nombreux mémoires qu'on ne peut citer faute de place, se référer à l'étude faite pour l'Académie.)

- Couder, Laurent, "Les immigrés italiens dans la région parisienne pendant les années vingt", doctorat d'histoire, IEP-Paris, 1987.
- Elkarati, Noureddine, "La constitution de la population algérienne du département de la Seine-Saint-Denis (1921-1999). Étude de géographie historique", doctorat de géographie, Paris-XIII, 2004.
- Fraye-Ouanas, Hélène, Viscogliosi, Sylviane, "Étrangers et Français musulmans d'Algérie à Saint-Denis de 1945 à 1962. Immigration et intégration", doctorat d'histoire, Paris-X, 2003.
- Guillon, Michelle, "Étrangers et immigrés en Île-de-France", doctorat d'État de géographie, Paris-I, 1992.
- Lillo, Natacha, "Espagnols en 'banlieue rouge'. Histoire comparée des trois principales vagues migratoires à Saint-Denis et dans sa région au XX^e siècle", doctorat d'histoire, IEP-Paris, 2001.
- Pitti, Laure, "Les ouvriers algériens à Renault-Billancourt, de la guerre d'Algérie aux grèves d'OS des années 1970", doctorat d'histoire, Paris-VIII, 2002.
- Zalc, Claire, "Immigrants et indépendants. Parcours et contraintes. Les petits entrepreneurs étrangers dans le département de la Seine (1919-1939)", doctorat d'histoire, Paris-X-Nanterre, 2002.

Quelques romans

- Banier, François-Marie, *Les Femmes du métro Pompe*, Paris, Gallimard, 2006.
- Berberova, Nina, *Chroniques de Billancourt*, Arles, Actes Sud, 1994 (1^{re} édition 1928-1930).
- Cavanna, François, *Les Ritals*, Paris, Belfond, 1998.
- Kornblum, Schlomo, *Rue de Belleville*, Varsovie, 1935.
- Lépidis, Clément, *L'Arménien*, Paris, Le Seuil, 1976.
- Vasseur, Nadine, *Il était une fois le Sentier*, Paris, Liana Levi, 2000.